

[Text]

since 1940. Canada is the only industrialized country in the world which has it. This debate has gone on for 50 years. The Rowell-Sirois Commission was established in 1940 and it categorically concluded that the FST must be eliminated and replaced with some sort of a VAT. That was followed in 1956 by a federal sales tax committee. Then the Carter Commission in 1966, and at least six other royal commissions and studies since then, have all categorically concluded that the FST must be replaced with some form of a VAT like the GST. In the last Parliament, this was unanimously endorsed by all three political parties in the House of Commons, the Liberals, the NDPs and the Conservatives. As well as those discussions and consultations, the Finance Committee and others have travelled the country dozens of times. I would submit that every organization that has come to you has already submitted repeated briefs, made representations and had discussions in the development of the GST. I believe that the time has come for us to act.

We know that the federal sales tax is flawed; it has 22,000 exceptions. We know that the FST holds back economic input of 1.4 per cent of the GDP or \$9 billion a year. Once the federal sales tax is replaced with the GST, that economic activity of \$9 billion a year will be released. Some people state that this is the wrong time to replace the FST with the GST because the economy is going through some tough times. It is precisely the correct time when the economy is going through some hardships to replace that albatross which hangs around the necks of Canadian manufacturers, producers and exporters. Eliminating that albatross will release \$9 billion of new economic activity in the country.

I call on the Senate and its committee: For goodness sake, please do not delay unnecessarily the passage of this bill. If you do, you will be playing with fire because it will cost many Canadian businesses that are today in the process of preparing for the change untold millions of dollars. It will cost the federal government additional millions of dollars and therefore the taxpayers. It will cause confusion in the marketplace because pricing decisions are being made now and catalogues are being printed now. I come from the business community and that is why I am speaking to you from the heart. I know that the business community is prepared for this change, that is why more than 500,000 businesses have already responded to the registration and they are preparing in a businesslike way.

Any delay by the Senate and by this committee in passing this bill will be very harmful to the economy of this nation and it will cost the taxpayers a lot more money. It will cost businesses millions of dollars and it will create a tremendous amount of confusion in the marketplace and therefore cost jobs. You are putting the burden of any delay on your shoulders because I believe the country is ready. I believe the business community is ready by and large, and those that are not I suggest register now because there are many positive elements to registration.

Once a business is registered, we can begin working with them in a tailor-made fashion on how to collect the GST, keep records, file returns, obtain and input tax credit for the GST

[Traduction]

désuète se poursuivent depuis 1940. Le Canada est le dernier pays où elle reste en vigueur. Les débats durent depuis 50 ans. La Commission Rowell-Sirois, créée en 1940, a conclu de façon catégorique que la TVF devait nécessairement être supprimée et remplacée par une forme de TVA. À ces conclusions sont venues s'ajouter celles d'un comité fédéral chargé d'étudier la taxe de vente en 1956. Ensuite, la Commission Carter (1966) et six autres commissions royales et études subséquentes ont conclu formellement que la TVF devait être remplacée par une forme de TVA comme la TPS. Au cours de la dernière législature, cette recommandation a reçu l'assentiment unanime de tous les partis de la Chambre des communes, à savoir le Parti libéral, le NPD et le Parti conservateur. Le Comité des finances et d'autres comités, en plus de participer à des discussions et à des consultations, se sont déplacés au pays des dizaines de fois. Je dirais que tous les organismes qui ont témoigné devant vous ont déjà, à plusieurs reprises, présenté des mémoires, fait des exposés et participé à des discussions se rapportant à la TPS. Je crois que le moment est venu d'agir.

Il est admis que la TVF est imparfaite; le régime comporte 22 000 exceptions. Nous savons que la TVF retranche 1,4 p. 100 du PIB, soit 9 milliards de dollars par année. Lorsque la TVF aura été remplacée par la TPS, ces 9 milliards de dollars par année seront réinjectés dans l'économie. Certains soutiennent que ce n'est pas le moment de remplacer la TVF par la TPS parce que nous sommes en période de récession économique. C'est le moment tout indiqué d'opérer cette réforme pour enlever le boulet au pied des fabricants, des producteurs et des exportateurs canadiens. L'élimination du fardeau fiscal permettra de stimuler l'activité économique par l'injection de 9 milliards de dollars supplémentaires.

Messieurs les sénateurs et les membres de ce comité, je vous en conjure, ne retardez pas indûment l'adoption de ce projet de loi. Ce serait jouer avec le feu que de ralentir le processus parce qu'il en coûtera des millions de dollars aux nombreuses sociétés canadiennes qui se préparent actuellement à la réforme. Un retard ajoutera des millions de dollars aux dépenses du gouvernement fédéral, et donc des contribuables. La confusion régnera sur le marché parce que c'est maintenant que les entreprises fixent les prix et font imprimer les catalogues. J'ai fait partie du monde des affaires, c'est pourquoi je peux vous parler franchement. Je sais que le milieu des affaires se prépare pour le changement; plus de 500 000 entreprises se sont déjà inscrites et se préparent avec beaucoup de sérieux.

Tout retard dans l'adoption de ce projet de loi par le Sénat et par ce Comité sera très nuisible à l'économie nationale et fera croître les coûts pour les contribuables. Les entreprises auront à dépenser des millions de dollars et il y aura une grande confusion sur le marché, ce qui entraînera une perte d'emplois. C'est à vous qu'incombera la responsabilité de tout retard puisque je crois que le pays est prêt. À mon avis, le milieu des affaires est prêt dans l'ensemble, et j'invite tous ceux qui ne sont pas préparés à s'inscrire maintenant parce que l'inscription est assortie de nombreux aspects positifs.

Lorsqu'une entreprise est inscrite, le ministère peut l'aider à mettre au point ses propres méthodes pour percevoir la TPS, tenir des dossiers, présenter des déclarations, obtenir un crédit